L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73. Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 18 DECEMBRE 1860.

G. F. WEISSE / E. DUVERGER / N. DUPUY / S. HARBY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
MARDI MATIN, 18 DECEMBRE.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

➡ **Voir la seconde page, pour :**

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Le Marché aux Esclaves,
Le Mouvement du Port,
Le Départ des Steamers et Bateaux.

Vérsion à l'encan de ce jour.

Par E Roque, 61 et 63 Vieille Levée—Joignery, ustensiles, comptoir, bouteilles, bouchons, &c., &c.—Marchandises variées.

Par le Shériff, à 10 heures et demie, rue Bellevue No 20—Un lot de mobilier et de matelas, fournitures pour hôtel, literie, &c.

PROJETS ET PROPOS.

Les Etats-Unis subissent en ce moment une des plus rudes épreuves qu'aient produites leur système de self government. Ce qui se passe à Washington dans les sphères officielles rend évidente pour nous l'importance de l'action gouvernementale sur le mouvement révolutionnaire qui gronde chaque jour dans le Sud. Le Président n'a pas que donner de stériles conseils aux deux sections de l'Union et accepter tout, donner un Congrès l'emploi d'une remède souverainement actif capable de le voir adopter. Dans le Congrès, nous voyons les partis extrêmes se mesurer des yeux, laisser échapper quelques paroles menaçantes et les gens modérés chercher à étouffer la discussion de crainte qu'elle ne fournisse encore des aliments à la discorde. Les grands pouvoirs de l'Etat sont désarmés devant le fait populaire du Sud, et l'autorité fédérale semble prête à fléchir devant le souverainisme particulier d'un Etat.

Le temps se passe cependant sans amener d'autres événements que la rupture de cabinet et des projets de compromis avortés. Les hommes du Sud ne pouvant pas plus s'accorder sur la séparation que les hommes du Nord sur les concessions à offrir pour prévenir l'Union. Escotons les échos qui nous parviennent de Washington et cherchons à saisir dans ces bruits sourd un, et ces commérages contradictoires le nouveau l'énigme.

Un correspondant écrit à la date du 11 courant à un journal de Cincinnati : " J'apprends que tous les ministres du Sud, à l'exception de M. Pearce du Maryland, ont résolu en masse, dès d'avril. Les Etats cotonniers se retirent avant l'inauguration de M. Lincoln, mais de façon à ne pas amener de collision immédiate avec le gouvernement général. Le plan arrêté dans les hautes régions politiques est de laisser tout le but d'éviter ce déplorable résultat consiste à faire retirer paisiblement les Etats cotonniers de l'Union, en laissant derrière eux les Etats frontières pour servir de médiateurs entre eux et le gouvernement. En même temps, les Etats séparés laisseront percevoir les revenus et opérer le service des postes, tous en prenant. Si les Etats Frontières ne se prononcent pas, dans un délai raisonnable, à obtenir les concessions désirées, alors la séparation sera effectuée dans tous ses effets, et on espère que les Etats frontières se joindront au mouvement. " Voilà le plan des hommes du Sud, suivant des renseignements dignes de foi, au dire de l'écrivain.

Un autre correspondant dépeint ainsi la position des démocrates du Nord-Ouest : " les démocrates du Nord-Ouest ne s'abusent guère sur les sombres conséquences que l'état présent des affaires politiques. Ils adoptent généralement la position prise par MM. McClernand, et Vallandigham dans leurs discours d'hier (lu-19), savoir: que le Nord-Ouest dans aucune circonstance ne consentira à être séparé du Golfe du Mexique et de la Nouvelle Orléans—que le gouvernement, quels que soient ses défauts, est d'une valeur inappréciable. L'idée principale de leur plan est un gouvernement central, embrassant les Etats du centre (middle states), de l'Ouest et les Etats frontières : mais c'est encore une idée fort vague et dont la réalisation dépendrait des éventualités.

M. Slidell, sénateur de la Louisiane, ne prononce ouvertement pour la séparation, mais reconnait que si elle est nécessaire, le Mississippi doit être neutre à tous les Etats de l'Union actuelle."

Raisin on écrit à l'*Express* de New-York à la date du 12 ;

"Il n'y a pas de baume qui puisse guérir les blessures dont on se plaint de façon à sauver l'Union. Le démembrement est inévitable. Il n'est pas possible d'établir la fraternité entre le Nord et le Sud, à moins de reconstruire l'Union, et on n'a qu'un faible espoir à ce sujet. La Nouvelle Angleterre est odieuse, et les conservateurs eux-mêmes expriment le désir de la voir rejeter et abandonner à elle-même. La proposition pour une confédération du Centre, laissant la Nouvelle-Angleterre d'un côté, et les Etats esclavagistes de l'autre s'arrangeant séparément, est le raisonnement discutée et accueillie avec faveur."

Voilà donc à quoi se bornent les délaricisements que nous pouvons obtenir du siège du gouvernement, où se trouvent réunis les représentants et les sénateurs de toute l'Union —des propos et des projets en l'air ! L'administration se dédouane et les commissions des Chambres n'arrivent à aucune conclusion. Cependant, au Sud, les Etats se préparent à passer de la théorie à la pratique.

C'est hier que la Convention de la Caroline du Sud a ouvert ses séances, et, selon toute probabilité, elle va dès ici à quelques jours commencer l'exécution du plan que nous avons rapporté sur la séparation immédiate des Etats, et déclarer la Caroline détachée de l'Union. Qu'aura fait le gouvernement fédéral pour prévenir cette première rupture du pacte qui fait une nation et grande confédération des trente-trois Etats—rien absolument. Si cette fatale catastrophe est évitée ou retardée on ne le devra qu'à l'initiative d'un mouvement populaire qui vient d'avoir lieu au Nord. M. Fillmore et deux autres commissaires ont été chargés d'inviter la Caroline du Sud à suspendre provisoirement le mise à exécution de ses intentions et plusieurs Etats du Sud ont été lui adresser des dépêches amicales, les unes dans l'espoir d'opérer une réconciliation, les autres dans le but d'arriver à une coopération de tous les Etats du Sud.

Le succès de la mission de M. Fillmore est plus que douteux pour nous. Il y a dans la Caroline du Sud une telle irritation et un sentiment en faveur de la séparation, que toutes les promesses de concessions seront impuissantes à arrêter le torrent. Cet Etat n'a jamais eu lui-même d'autre plainte des effets des lois de nullification, sur il ne paraît pour ainsi dire pas d'exclavé fugitifs. Il y a trente ans bientôt qu'il désire la dissolution par réciprocité d'antipathie contre les hommes du Nord, et l'élection de Lincoln lui fournit un prétexte qu'il ne laissera pas échapper.

Une fois commencé le mouvement de séparation s'étendra à d'autres Etats. On nous dit quelques Etats frontières restant dans l'Union auraient l'intermédiaires entre l'union fédérale et la nouvelle Confédération du Sud. Ce sera là un moyen de la désorganisation immédiate avec le gouvernement général. Le plan arrêté a le but d'éviter ce déplorable résultat consiste à faire retirer paisiblement les Etats cotonniers de l'Union, en laissant derrière eux les Etats frontières pour servir de médiateurs entre eux et le gouvernement. En même temps, les Etats séparés laisseront percevoir les revenus et opérer le service des postes, tous en prenant. Si les Etats Frontières ne se prononcent pas, dans un délai raisonnable, à obtenir les concessions désirées, alors la séparation sera effectuée dans tous ses effets, et on espère que les Etats frontières se joindront au mouvement. " Voilà le plan des hommes du Sud, suivant des renseignements dignes de foi, au dire de l'écrivain.

Un autre correspondant dépeint ainsi la position des démocrates du Nord-Ouest : " les démocrates du Nord-Ouest ne s'abusent guère sur les sombres conséquences que l'état présent des affaires politiques. Ils adoptent généralement la position prise par MM. McClernand, et Vallandigham dans leurs discours d'hier (lu-19), savoir: que le Nord-Ouest dans aucune circonstance ne consentira à être séparé du Golfe du Mexique et de la Nouvelle Orléans—que le gouvernement, quels que soient ses défauts, est d'une valeur inappréciable. L'idée principale de leur plan est un gouvernement central, embrassant les Etats du centre (middle states), de l'Ouest et les Etats frontières : mais c'est encore une idée fort vague et dont la réalisation dépendrait des éventualités.

M. Slidell, sénateur de la Louisiane, ne prononce ouvertement pour la séparation, mais reconnait que si elle est nécessaire, sa navigation du Mississippi doit être neutre à tous les Etats de l'Union actuelle."

Raisin on écrit à l'*Express* de New-York à la date du 12 ;

"Il n'y a pas de baume qui puisse guérir les blessures dont on se plaint de façon à sauver l'Union. Le démembrement est inévitable. Il n'est pas possible d'établir la fraternité entre le Nord et le Sud, à moins de reconstruire l'Union, et on n'a qu'un faible espoir à ce sujet. La Nouvelle Angleterre est odieuse, et les conservateurs eux-mêmes expriment le désir de la voir rejeter et abandonner à elle-même. La proposition pour une confédération du Centre, laissant la Nouvelle-Angleterre d'un côté, et les Etats esclavagistes de l'autre s'arrangeant séparément, est le raisonnement discutée et accueillie avec faveur."

Voilà donc à quoi se bornent les délaricisements que nous pouvons obtenir du siège du gouvernement, où se trouvent réunis les représentants et les sénateurs de toute l'Union —des propos et des projets en l'air ! L'administration se dédouane et les commissions des Chambres n'arrivent à aucune conclusion. Cependant, au Sud, les Etats se préparent à passer de la théorie à la pratique.

C'est hier que la Convention de la Caroline du Sud a ouvert ses séances, et, selon toute probabilité, elle va dès ici à quelques jours commencer l'exécution du plan que nous avons rapporté sur la séparation immédiate des Etats, et déclarer la Caroline détachée de l'Union. Qu'aura fait le gouvernement fédéral pour prévenir cette première rupture du pacte qui fait une nation et grande confédération des trente-trois Etats—rien absolument. Si cette fatale catastrophe est évitée ou retardée on ne le devra qu'à l'initiative d'un mouvement populaire qui vient d'avoir lieu au Nord. M. Fillmore et deux autres commissaires ont été chargés d'inviter la Caroline du Sud à suspendre provisoirement la